

Editorial

L'honneur perdu

José Fort

L'Humanité, 18 juin 1994, page 3

« Les milices gouvernementales veulent nous tuer. » Ainsi débutait, il y a plus d'un mois, le fax adressé par les réfugiés de l'hôtel Mille-Collines, à Kigali, à la rédaction de « l'Humanité ». Nous avons publié ce document. Vendredi, les tueurs sont entrés dans l'hôtel pour commettre le crime programmé. La barbarie succède à la barbarie au Rwanda. Après deux mois de silence, la plupart des dirigeants politiques français accordent enfin une attention à la tragédie. Il y a deux mois, les informations en provenance de ce petit pays d'Afrique centrale nous avaient amenés à décider le départ d'un envoyé spécial de « l'Humanité » sur place. Immédiatement, nous avons répercuté l'immensité des crimes commis par l'armée et les miliciens de la dictature. Les articles de Jean Chatain sur les massacres dans les églises, l'anéantissement de villages entiers, la chasse aux enfants tutsis donnaient l'ampleur du génocide. Ceux qui, aujourd'hui, se prononcent en faveur d'une intervention militaire française au Rwanda ne pipaient mot. Je me souviens d'un éminent confrère m'assénant : « Vous en rajoutez ! » Nous ne tirons aucune gloire à avoir révélé la vérité, mais force est de constater qu'à notre signal d'alarme bien peu

avaient alors réagi. Pendant ce temps, les massacres se poursuivaient, et ils se poursuivent encore aujourd'hui.

On peut aisément comprendre que de nombreux Français horrifiés par les images vues à la télévision soient favorables à une intervention prétendant protéger les populations. Le gouvernement français joue sur cette légitime émotion pour annoncer une opération sans donner à l'opinion publique les clés pour comprendre. Peu de Français savent que la dictature rwandaise a été soutenue à bout de bras par Paris. La grande majorité de nos concitoyens seraient extrêmement étonnés d'apprendre qu'il y a trois semaines encore des armes françaises ont été livrées aux tueurs et que des militaires rwandais effectuant des stages en France viennent d'être réexpédiés dans les zones de combats. Un des pires tyrans d'Afrique, Mobutu, vient d'être nommé « médiateur » au Rwanda et en profite pour régler discrètement ses problèmes intérieurs. Qui s'en étonne ? Le journal belge « le Soir » affirme que deux militaires français sont responsables de l'attentat contre l'avion des présidents du Rwanda et du Burundi. Les démentis du Quai d'Orsay ne sont-ils pas trop précipités pour convaincre ?.

Une intervention militaire française n'aurait-elle pas pour objectif réel de figer la situation sur le terrain, donc de contrer l'avance du Front patriotique rwandais, et sous couvert de « réconciliation nationale » de trouver une issue conforme aux intérêts de la France officielle ? Qu'il faille prendre des dispositions urgentes pour arrêter la tuerie est une évidence. Mais pas n'importe comment. Et surtout pas avec n'importe qui. Les professionnels français à qui l'on a fait jouer pendant des années au Rwanda le rôle de gendarme et de complice d'une dictature ne seraient pas les bienvenus à Kigali. En revanche, rien n'empêche Paris d'assurer la logistique aux quatre mille soldats africains prêts à partir pour le Rwanda. A moins que le gouvernement français considère ces hommes comme incapables de mener une mission de paix et l'OUA comme un vulgaire « machin ».